



M. MACRON : ASSEZ DE BLA BLA ! DES ACTES !!!

DES SANCTIONS POUR LA RUSSIE MAIS RIEN POUR ISRAËL COUPABLE DE GENOCIDE ???

- RECONNAISSEZ LA PALESTINE MAINTENANT
- EXIGEZ LA SUSPENSION DES ACCORDS DE COOPERATION EUROPEEN AVEC ISRAEL
- PAS D'EXPOSANT ISRAËLIEN AU SALON DE L'AERONAUTIQUE DU BOURGET

Depuis 72 jours, pas une goutte d'eau, pas un morceau de pain n'est rentré dans Gaza. Le gouvernement d'extrême droite Netanayou, après avoir détruit 98 % des bâtiments de Gaza, écoles, hôpitaux compris pour rendre définitivement

Impossible aux palestiniens, la vie à Gaza, organise délibérément la famine en décrétant depuis le 2 mars l'interruption des convois humanitaires (vivres, médicaments, abris et carburant), et met les 2 millions de Gazaouis « face à un risque critique de famine ». Les enfants (dont 14 500 ont été tués à Gaza depuis le début de la guerre, soit plus que le nombre d'enfants tués en 4 ans de guerres dans le monde entier), en sont les premières victimes. N'en déplaise à M. Macron qui ne veut pas chagriner M. Trump, il s'agit bien d'un génocide !

L'extrême droite accuse l'humanité d'avoir publié une « fausse photo », « fantasmant le génocide à Gaza ». Cette photo a été prise le 24 avril dans l'hôpital de Khan Younès, comme malheureusement bien d'autre. Il s'agit d'une photographie sourcée, publiée par l'Agence France Presse, qui garantit, grâce à un travail minutieux, l'authenticité et la provenance de ses photos, pour lutter contre l'IA générative.

Le dernier bilan des experts en sécurité alimentaire d'une quinzaine d'agences des Nations unies, d'organisations internationales et d'associations est effectivement sans appel : sur les 2,1 millions d'habitants de Gaza, **1,5 million se trouvent aux derniers stades, 4 et 5, de l'échelle IPC** (cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire). **Si rien n'est fait en urgence pour rétablir l'aide humanitaire dans l'enclave palestinienne, 470 000 Gazaouis pourraient être considérés comme étant dans une situation de « catastrophe ».**

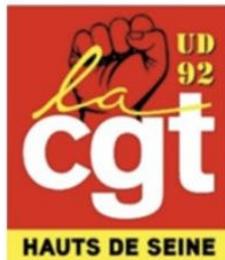
Pour Netanyahu, la famine est une arme comme une autre. L'objectif reste d'organiser un nettoyage ethnique et de vider la population de l'enclave palestinienne. Cette stratégie d'Israël constitue « une violation flagrante du droit international » **qui ne peut exister que grâce au silence complice de la communauté internationale.**

A la faim s'ajoute l'apparition de maladies comme l'hépatite causée par la consommation d'eau contaminée, le risque d'épidémies : la polio, le tétanos, la diphtérie. Les soldats israéliens à Gaza ont été vaccinés, à la différence des enfants palestiniens. La volonté d'un génocide est claire. »

Tel-Aviv persiste dans son projet d'annexion de la bande de Gaza. Avec l'appui de sa coalition d'extrême droite, Netanyahu promet que l'armée israélienne entrera « avec toute (sa) force pour achever l'opération et vaincre le Hamas ». « Il n'y aura aucune situation où nous arrêterons la guerre », a-t-il déclaré lors d'une rencontre avec des soldats réservistes

L'heure est plus que venue de sanctionner le gouvernement israélien, comme la Russie en 2022 après l'invasion de l'Ukraine. Le deux poids deux mesures, ça suffit ! En refusant d'agir, nos gouvernements se rendent complice du génocide en cours.

Après 9 mois de luttes, les salariés du Campanile ont gagné. Reste maintenant pour Suresnes, le cas de l'Ehpad La Chesnaye. Monsieur Boudy, maire de Suresnes président du conseil d'Administration va-t-il laisser encore longtemps la situation se dégrader ? Il est temps qu'il consente à s'asseoir à la table des négociations pour le bien du personnel mais aussi pour le bien des résidents.



VICTOIRE !

**NOUS AVONS GAGNÉ DES AVANCÉES SOCIALES
POUR TOUTES ET TOUS !**

APRÈS 9 MOIS DE GRÈVE, NOUS AVONS ARRACHÉ À LA DIRECTION :

- 1. PASSAGE À TEMPS PLEIN POUR TOUTES ET TOUS LES SALARIES DE L'HÔTEL PREMIÈRE CLASSE DE SURESNES, SUR LA BASE DU VOLONTARIAT**
- 2. NEUTRALISATION DES JOURS DE GRÈVE POUR LE PAIEMENT DES PRIMES D'INTÉRESSEMENT, DE PARTAGE DE LA VALEUR ET DE PARTICIPATION**
- 3. 10 JOURS DE GRÈVE PAYÉS**
- 4. ETUDE SUR LES CONDITIONS DE TRAVAIL POUR LES AMÉLIORER ET FORMATIONS**
- 5. COURS DE LANGUE FRANÇAISE PRIS EN CHARGE PAR L'EMPLOYEUR**
- 6. ACCOMPAGNEMENT FINANCIER DE MAGASSA LICENCIÉE SANS INDEMNITÉ**
- 7. DÉLAI SUPPLÉMENTAIRE JUSQU'AU 31/10/2025 POUR PRENDRE LES CONGÉS PAYÉS DE LA PÉRIODE 2024**
- 8. RÉUNIONS RÉGULIÈRES AVEC LA DIRECTION POUR UN MEILLEUR « DIALOGUE SOCIAL »**
- 9. ENGAGEMENT FERME DE METTRE FIN AU MANAGEMENT DÉLÉTÈRE**
- 10. AVANCE DE TRÉSORERIE POUR LES GRÉVISTES QUI LE SOUHAITENT**

CELLES ET CEUX QUI LUTTENT NE SONT PAS SÛR DE GAGNER MAIS CELLES ET CEUX QUI NE LUTTENT PAS ONT DÉJÀ PERDU !

MILLE MERCIS À TOUTES CELLES ET CEUX QUI NOUS ONT SOUTENU !



Contact : UD CGT 92 - 87 rue Pierre Curie - 92000 Nanterre - Tél : 01.41.20.91.00

Réhabilitation cités jardins : La lutte des locataires continue. Il faut que le maire et Haut de Seine Habitat acceptent une nouvelle réunion avec les locataires de la Cité Jardins.

Pour l'heure, les locataires prévoient une manifestation qui se tiendrait le samedi 31 mai dans la cité avec un départ place de la paix jusqu'à la place Jean Jaurès. Cette manifestation serait suivie par un repas amical.



Francis Wurtz
député européen
honoraire

CACHEZ CES ALERTES RÉPÉTÉES QUE JE NE SAURAI VOIR...

En l'espace de quelques jours, dans des pays connaissant des situations politiques apparemment aussi

différentes que l'Allemagne du très réactionnaire Chancelier Merz, la Grande-Bretagne du travailliste Starmer et la Roumanie du conservateur Iohannis (à la présidence) et du social-démocrate Ciolacu (au gouvernement), **se sont successivement produits des chocs politiques inédits, sur lesquels il est opportun de revenir.**

5 mai, coup de théâtre au Parlement d'Allemagne : pour la première fois depuis la fondation de la République fédérale d'Allemagne, un Chancelier désigné, bénéficiant officiellement d'une majorité de députés, ne réussit pas à se faire élire au 1er tour. 18 membres issus de sa coalition ont décidé de transformer une pure formalité en camouflet politique retentissant. Pourquoi ?

Rappelons que le contrat de législature conclu entre la CDU (droite) et le SPD (sociaux-démocrates) avait suscité un profond malaise chez une partie de ces derniers -notamment les jeunes- en raison de son orientation profondément inégalitaire, de sa fuite en avant militariste et de ses clins d'œil à l'extrême-droite en matière d'immigration. Certains de leurs représentants ont voulu agir en lanceurs d'alerte : réveillez-vous ! Il ne suffit pas de classer l'AfD « groupe extrémiste de droite avéré » pour enrayer la peste brune !

2 mai, séisme politique en Grande-Bretagne : les premières élections (partielles) depuis le retour au pouvoir des travaillistes, en juillet dernier, se sont

soldées par un raz-de-marée d'extrême-droite, le parti « Reform UK » de Farage raflant la majorité des postes de conseillers locaux en jeu, s'emparant d'une agglomération de plus d'un million d'habitants et arrachant au Labour un poste de député malgré un mode de scrutin très favorable aux grands partis. **Les raisons de cette désillusion manifeste de l'électorat populaire vis-à-vis du pouvoir ne sont que trop évidentes.**

Après 14 ans de politique conservatrice impitoyable, il attendait autre chose des travaillistes que des coupes budgétaires massives dans les aides aux plus vulnérables, compensées par « la plus forte augmentation du budget militaire depuis le fin de la guerre froide » (Starmer) ! Au feu !

4 mai, panique en Roumanie : cinq mois après l'annulation du premier tour de l'élection présidentielle et de l'interdiction faite au candidat, d'extrême-droite, arrivé en tête, de se présenter à nouveau, un autre candidat d'extrême-droite triomphe à sa place. Pourtant, sur les points mis en avant par la plupart des responsables politiques roumains et européens pour expliquer ce vote, les deux nationalistes ne tiennent pas le même discours : le premier admirait Poutine, le second l'a qualifié de « criminel de guerre »; l'un combattait l'OTAN et l'UE, l'autre dit « ne pas voir l'avenir de (son) pays en dehors de cette alliance militaire » et ses élus européens siègent aux côtés de la « pro-européenne » Meloni...

C'est qu'en fait, c'est avant tout la politique subie par la population roumaine qui fournit aux démagogues leurs arguments les plus convaincants. Avec un salaire moyen de 500 euros et des services publics plus que défectueux, « le risque de pauvreté et d'exclusion (est, en Roumanie) le plus important d'Europe » (Eurostat), tandis que l'ultra-militarisation du pays (un bataillon multinational sous commandement français y est déployé) lasse les habitants qui aspirent à vivre en paix. L'absence d'un vrai débat politique fait le reste. Gare au second tour, le 18 mai !

Puissent les forces de gauche permettre à notre propre pays d'échapper à ce funeste destin, en faisant enfin la démonstration qu'elles ont pris la mesure de l'enjeu.



« Relisez-vous, monsieur Bayrou ! »

La France a besoin d'un choc d'investissement puissant pour reconquérir son appareil productif, pour produire des richesses, pour être moins dépendante des importations, qu'elles viennent des Etats Unis ou d'Asie, et relever le défi climatique par la décarbonation, pour gagner la bataille de l'énergie, de l'acier, du logement, pour répondre aux attentes des Français avec des services publics qui fonctionnent .

Monsieur Bayrou, libérez l'argent ! Il faut oser. Ancien commissaire au Plan, vous aviez esquissé un début de réponse dans un rapport publié en 2021 et intitulé « Face à la dette Covid, une stratégie de reconquête ». C'est vous-même qui m'avez suggéré de le lire. Dans ce rapport, vous annonciez « une révolution non bruyante » avec, je vous

cite, « un plan, sur trois ou quatre années, qui ne devrait pas mobiliser moins de 450 à 600 milliards d'euros », « sous forme de prêt à taux 0 % » pour « reconquérir notre appareil productif ». Vous proposiez à l'État « de partager avec les Français une stratégie responsable : **d'abord reconstruire, et après rembourser** ». **Chiche !**

Ce serait un premier pas pour faire face à la guerre économique terrible qui se mène actuellement. **Cela implique que l'État et les salariés reprennent la main sur l'appareil productif, les choix stratégiques des entreprises, le secteur bancaire et les principales richesses de la nation.** Ne laissons plus les grands groupes jouer contre la France et les Français.es en menaçant des sites ou des filières stratégiques.

Dressons un plan ambitieux autour de la France des bâtisseurs pour financer nos barrages hydrauliques, nos centrales nucléaires, nos voies ferrées, nos infrastructures portuaires, routières, nos ponts, nos fleuves. Il faut gagner la bataille de l'énergie et vite. Plutôt que d'acheter du GNL américain, produisons plus de nucléaire, électrifiions les usages et **divisons par quatre la facture d'énergie des entreprises comme des ménages.** **L'Allemagne, sous une autre forme, lance un plan de 500 milliards d'euros d'investissement sur dix ans et la France regarde ses pieds.**

Nous ne rembourserons pas la dette par des économies mais, comme vous l'écriviez, par la production de beaucoup plus de richesses. Il y a 6 000 milliards d'euros de dépôts bancaires dans les banques françaises et 1 300 milliards d'euros dans le pôle public bancaire constitué de la Caisse des dépôts, de la BPI et de la Banque postale. Cet argent, c'est le nôtre ! Ces investissements doivent servir notre avenir industriel comme celui de nos services publics. Il y a là des gisements d'emplois immenses et c'est la condition pour retrouver une République forte, solidaire, luttant contre les inégalités, redonnant du sourire et de la fierté au peuple.

Investir dans nos services publics, ce n'est pas un coût, c'est la richesse de demain. Former des soudeurs, des mécanos, des ingénieurs, des data scientifiques, permettre aux artistes de vivre et de créer pour libérer les imaginaires, c'est croire dans celles et ceux qui vont bâtir la France, aujourd'hui et demain. Quand la nation est fragilisée, il faut pouvoir compter sur son peuple.

Faites-lui confiance et répondez à ses attentes plutôt que de lui infliger de nouvelles souffrances ! Monsieur Bayrou, il y a un chemin à emprunter pour redresser la France qui ne passe pas par des souffrances de plus, des économies de plus, mais qui, au contraire, permet de la projeter vers des Jours heureux. Osez !

Avec le PCF je passe à l'action !

_____ J'adhère au Parti Communiste Français
_____ Je souhaite recevoir l'Éveil numérique
_____ Je souhaite recevoir les informations
générales du PCF

Nom : Prénom :
Adresse
Courriel : Tél.

À retourner : PCF Espace Pagès 42 bis rue de Verdun 92150 Suresnes
Tél : 06 44 74 40 87
Courriel : pcf.suresnes@wanadoo.fr ou PCFSuresnes@gmail.com



Pour accéder au blog de la section du PCF utiliser ce QR CODE